

**EXTRAIT  
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA VILLE DE SAINT-DIZIER**

L'an deux mille vingt-deux, le sept février à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de SAINT-DIZIER s'est réuni en séance publique à l'espace Cœur de Ville, sous la présidence de M. Quentin BRIERE, Maire, en suite de la convocation faite le 1<sup>er</sup> février 2022

**Présents :**

M. BRIERE, Maire

Mme BLANC, M. KAHLAL, Mme ROBERT-DEHAULT, M. RAIMBAULT, Mme CLAUSSE, M. VAGLIO, Adjoints au Maire

Mme ABA, Mme AUBRY, Mme BIGUENET, M. BOUZON, Mme CHEVILLON, Mme COLLET, M. CORNUT-GENTILLE, M. DAVAL, Mme DONATO, M. DREHER, Mme GARCIA, M. GARNIER, M. HAMMADI, Mme KREBS, Mme LE MOGUEN, M. LESAGE, M. LISSY, M. MONCHANIN, M. OLIVIER, M. OUALI, Mme PEYRONNEAU, Mme THIEBLEMONT, Mme VARNIER

**Excusés :**

Mme DE CHANLAIRE, Mme GAILLARD, Mme GUINOISEAU, M. KARATAY, M. OZCAN

**Ont donné procuration :**

Mme GUINOISEAU à M. RAIMBAULT

M. OZCAN à M. BRIERE

**Secrétaire de séance :** M. OLIVIER

---

**N° 01-02-2022**

**REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL - MODIFICATION**

**Rapporteur : M. Quentin BRIERE**

Par délibération du 11 février 2021, le Conseil Municipal a adopté son règlement intérieur.

L'article 28 du règlement intérieur pose le principe du droit d'expression au sein du magazine municipal.

En effet, conformément à l'article L-2121-27-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il y était précisé aux deux premiers alinéas que « les élus des partis ou liste n'appartenant pas à la majorité municipale disposent d'un espace réservé à leur expression sur les réalisations et la gestion du Conseil municipal. »

« Cet espace d'expression est mis à disposition dans le magazine municipal et ne dépasse pas 6 000 signes, un signe étant un caractère, un espace ou un point de ponctuation. Les photos sont exclues. »

Un conseiller municipal souhaite se désolidariser de la liste à laquelle il appartient. Le règlement actuel ne prenant pas en compte les situations de conseiller indépendant qui change d'étiquette politique, il convient donc de modifier celui-ci.

La nouvelle rédaction sera donc :

## **ARTICLE 28 : DROIT D'EXPRESSION DES CONSEILLERS MUNICIPAUX**

Le bulletin municipal inclut un espace réservé à l'expression de l'ensemble des conseillers composant le Conseil municipal (article L.2121-27-1 du CGCT).

Un espace est notamment réservé à l'expression des conseillers élus sur une liste autre que celle ayant obtenu le plus de voix lors du dernier renouvellement du conseil municipal ou ayant déclaré ne pas appartenir à la majorité municipale.

Cet espace d'expression est mis à disposition dans le magazine municipal et ne dépasse pas 3 000 signes (sans changement) pour une liste ou un groupe et 1 500 signets pour un conseiller indépendant n'appartenant à aucune liste ou aucun groupe, un signe étant un caractère, un espace ou un point de ponctuation. Les photos sont exclues.

Le texte sera imprimé en noir sur une page selon la typographie de la maquette du magazine municipal. Ce même texte sera mis en ligne sur le site internet de la ville de Saint-Dizier.

Les documents devront être remis au service communication de la Ville, au plus tard dix jours avant la signature du bon à tirer.

Une fois transmis au directeur de la publication, les textes ne peuvent plus alors être modifiés dans leur contenu par leurs auteurs.

Les textes remis hors délais impartis ne seront pas publiés ; l'emplacement réservé restant vierge. Les textes doivent être fournis sous forme informatique et saisi au format d'un logiciel de traitement de texte. La périodicité de parution du bulletin municipal relève du directeur de la rédaction.

Le bulletin municipal étant considéré comme un journal de la presse périodique, il est, à ce titre, soumis à la loi de la presse (lois du 29 juillet 1881 et 1er août 1986). L'espace réservé à l'expression des élus étant intégré dans le bulletin municipal, il est assimilé à la publication. Aussi, le directeur de la publication est responsable du contenu du magazine (article 42 de la loi du 29 juillet 1881). Il a donc le devoir de surveiller et de vérifier tout ce qui y est inséré. Il a l'obligation d'apposer son visa sur les textes avant parution. Le contenu des tribunes doit être en rapport avec les affaires de la commune et consacré à des sujets d'intérêt local.

Tout texte comportant des risques de troubles à l'ordre, à la sécurité et à la tranquillité publiques, ayant un caractère diffamatoire, injurieux ou manifestement outrageant, ou dont le contenu porte atteinte à l'honneur et à la considération d'une personne, de nature à engager la responsabilité pénale du Maire, ne sera pas publié.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter le règlement intérieur du Conseil Municipal tel que modifié.

Le Conseil Municipal, après délibération, décide d'approuver ces propositions à l'**UNANIMITE**.

Pour extrait conforme,

Pour le Maire et par délégation  
Christophe LANDRIN  
Directeur Général des Services